

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 78 (1990)

Heft: 3

Artikel: Biotechnologie : le TF tranche

Autor: [s.n.]

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-279315>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 18.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

A lire

Vers une assurance maladie solidaire ?

(srl) – Tout, tout, tout, vous saurez tout sur le système d'assurance-maladie en Suisse, sur ses avantages et ses inconvénients et sur les différents projets visant à le réformer en consultant la véritable somme que viennent de publier les éditions Réalités sociales*.

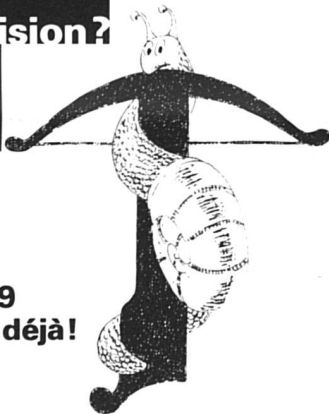
blèmes: d'une part l'emballement des coûts de la santé et d'autre part les injustices du système actuel, découlant notamment de son caractère facultatif et de principes tels que les réserves pouvant frapper les « mauvais risques », l'absence d'un libre passage

FEAS FÉDÉRATION SUISSE
DES EMPLOYÉ-E-S
D'ASSURANCES SOCIALES

Assurance- maladie

Quelle révision?

Suisse
1889-1989
Cent ans déjà!



Travaux réunis par
PIERRE GILLIAND

**réalités
sociales**

L'assurance-maladie a cent ans. Son histoire est jalonnée de nombreuses tentatives de révision, dont la dernière a échoué en 1987. Suite à cet échec, le Conseil fédéral a chargé quatre experts d'élaborer chacun un projet. Les idées fournies par ces experts ont été transmises à la commission chargée de la révision, qui doit rendre ses propositions d'ici à la fin septembre de cette année. Par ailleurs, deux initiatives sont actuellement pendantes, celle du Concordat des caisses-maladie et celle lancée par le parti socialiste et par l'USS.

Comment s'y retrouver dans cette jungle? Tentons de dégager quelques idées-force. La révision en cours est censée résoudre deux ordres de pro-

blèmes: d'une part l'emballement des coûts de la santé et d'autre part les injustices du système actuel, découlant notamment de son caractère facultatif et de principes tels que les réserves pouvant frapper les « mauvais risques », l'absence d'un libre passage

intégral, l'échelonnement des cotisations selon l'âge d'entrée, les différences de cotisations selon le sexe, etc. La limitation dans le temps des prestations en cas d'hospitalisation apparaît également comme une grave lacune de la loi actuelle. Quant à l'aspect économique, on note que la part du PNB consacrée aujourd'hui à la santé publique est de l'ordre de 8%, alors qu'elle était de 3 et demi % en 1950. L'offre et la demande de prestations s'alimentent réciproquement en une spirale inflationniste. Dans une de ses contributions, Pierre Gilliard remet cependant l'église au milieu du village en soulignant que cette croissance s'est accompagnée d'un désengagement des pouvoirs publics, et

s'est traduite surtout par des augmentations successives des cotisations qui en viennent à constituer, selon le mot de l'ancien conseiller d'Etat vaudois André Gavillet, un véritable « impôt sur la pauvreté ».

Il est impossible de fournir ici un panorama des solutions envisagées, dont l'inspiration varie du libéralisme opiniâtre de la Fédération des médecins suisses aux priorités sociales de l'USS et du PSS. M. Flavio Cotti a présenté récemment la position provisoire du Conseil fédéral, axée sur l'introduction d'une assurance-maladie obligatoire, seule garante possible d'une véritable solidarité, et parallèlement sur différentes mesures visant à assurer la maîtrise des coûts à travers l'examen de la rentabilité des prestations et le relèvement des franchises et de la participation aux frais. La bataille politique va recommencer.

* Assurance-maladie: quelle révision? Fédération suisse des employé-e-s d'assurances sociales, travaux réunis par Pierre Gilliard, éd. Réalités sociales, 1990, 445 p., Fr. 78.-. Cet ouvrage est issu d'un colloque organisé en octobre dernier par l'Institut des sciences sociales et pédagogiques de l'Université de Lausanne et par la Fédération suisse des employé-e-s d'assurances sociales.

Biotechnologie

Le TF tranche

● Le TF a jugé qu'avec la législation actuelle, un canton ne peut pas refuser à un couple non marié l'accès aux méthodes de procréation assistée. Toutefois, le Conseil d'Etat du

canton de Vaud, contre qui cet arrêt a été rendu à fin décembre 1989, a l'intention de proposer au Grand Conseil une loi limitant cet accès aux couples mariés, comme une garantie supplémentaire pour l'intérêt de l'enfant.

● Le coût d'une naissance normale varie entre 4 et 15 000 francs, celui d'une naissance résultant de procréation assistée (environ 1% des naissances) entre 150 et 200 000 francs. Selon la loi (arrêt du TF de 1987), les caisses maladie ne sont pas tenues de rembourser les frais de ces derniers cas, mais elles le font en pratique. Selon le médecin conseil de la caisse Helvetia, le taux de réussite est actuellement de 7 à 10% seulement, mais selon un spécialiste, le Dr Campana, les progrès techniques font espérer un taux de 25%, ce qui correspond presque au taux de fertilité normal chez les couples.

● La Fédération des femmes protestantes vient de publier un dossier informant sur les techniques liées au génie génétique: procréation assistée, diagnostic prénatal, maladies héréditaires, etc. Le but de cette publication n'est pas d'apporter une réponse aux nombreuses questions qui se posent, mais bien d'aider à se faire une opinion, notamment par le travail en groupe: réflexion éthique, étude biblique, information simple, exemples vécus, propositions d'animation par jeux de rôles, glossaire très complet, et bibliographie. En annexes, les textes fondamentaux tels que les directives de l'Association suisse des sciences médicales, l'initiative du « Beobachter »,

En bref

● Le comité central du Parti socialiste suisse a désigné deux candidats à la présidence du PSS: le conseiller national Bodenmann (VS) et la conseillère nationale Ursula Ulrich (SO), biologiste, qui ont recueilli respectivement 41 et 39 voix. Le nouveau président ou la nouvelle présidente sera désignée par le congrès du PSS les 27 et 28 avril.

● Une conférence extraordinaire des Femmes Socia-

listes, réunie le 2 février à Berne, a lancé la campagne électorale de 1991 en demandant que le PSS présente au moins un tiers, et si possible une moitié de candidates sur ses listes.

● La nouvelle loi zurichoise d'introduction à la législation fédérale en matière d'assurance maladie et accidents prévoit l'égalité des primes entre hommes et femmes. Elle entrera en vigueur le 1.1.1991.

le contre-projet du Conseil fédéral, la Recommandation du Conseil de l'Europe, etc. Cet important document peut être commandé à la Fédération des femmes protestantes, 60 Winterthurerstrasse, 8006 Zurich. Prix : Fr. 15.-; Fr. 10.- à partir de 15 exemplaires à la même adresse.

Zurich

Le maître et la suppléante

Une expertise indépendante demandée par 3 syndicats

d'enseignants a révélé une curieuse situation : en 1987, sur 2006 enseignants, 905 seulement avaient un engagement fixe comme maîtres principaux, la majorité (87%) des 1001 autres enseignants n'ayant qu'un engagement renouvelable de semestre en semestre, comme suppléants, avec un traitement de 25% inférieur. 43,5% de ces suppléants sont des femmes, contre seulement 16% de maîtresses principales. Les syndicats réclament l'égalité des traitements entre les deux catégories d'enseignants et une meilleure protection contre les licenciements.

«Femmes Suisses» et la pub

La bulle Swissair



(srl) Errare humanum est, perseverare diabolicum. Autrement dit: l'erreur est humaine, donc aussi féminine, mais il faut s'amender pour se faire pardonner. La publicité de Swissair parue dans nos numéros d'août-septembre et d'octobre 1989 nous avait valu plusieurs protestations: comment un journal féministe avait-il pu accepter une annonce aussi sexiste, où les collaboratrices de Swissair étaient qualifiées de «charmantes, dévouées, discrètes, serviables...». La violence de certaines de ces protestations nous a fait prendre conscience de notre erreur d'appréciation. Nous avons toujours effectué une sélection très rigide des annonces paraissant dans Femmes Suisses, nous renforçons encore cette sélection afin de ne plus faire la moindre entorse à la cohérence féministe dont nous nous réclamons. Cela étant dit, il nous a paru intére-

sant de demander un avis sur cet incident à Béatrice Pfister, déléguée aux questions féminines auprès de Swissair. Suite à notre intervention, Béatrice Pfister a discuté de l'annonce incriminée, qu'elle n'avait pas vue avant parution, avec les responsables de Swissair-Genève, dont elle émanait.

Elle-même ne peut pas, faute de temps, vérifier systématiquement tout le matériel publicitaire de Swissair paraissant de par le monde; il faut qu'un contact direct s'établisse avec les personnes qui s'en occupent; l'incident «Femmes Suisses» lui a permis en tout cas de nouer de tels contacts, et elle est certaine d'être spontanément consultée à l'avenir.

Chargée de l'élaboration d'un plan systématique pour la mise en œuvre de l'égalité des sexes chez Swissair, Béatrice Pfister entend aussi rester un carrefour de communication entre les employées et les clientes de Swissair et ses instances dirigeantes. Directement rattachée au directeur du personnel, elle se trouve en une position hiérarchique suffisamment élevée pour pouvoir le faire efficacement. La manière dont elle a donné suite à notre intervention le prouve.

Charge fiscale ?

FIDUXAL S.A.



Fiscalité - Comptabilité - Gestion

Corraterie 14
1204 Genève
Téléphone 28 86 66

UNIVERSITÉ DE GENÈVE



La Faculté de médecine ouvre une inscription pour un poste de

PROFESSEUR ORDINAIRE DE MICROBIOLOGIE

Charge : Il s'agit d'un poste à charge complète comprenant :

- 30 heures de cours et séminaires durant l'année académique ;
- responsabilité des étudiants en médecine qui effectuent des travaux pratiques de microbiologie à l'Ecole de laborantines ;
- direction de programmes de recherche ;
- supervision du laboratoire des antibiotiques ;
- maintien des liens avec le Laboratoire central de bactériologie et la Division des maladies infectieuses (Hôpital cantonal universitaire de Genève).

Exigences : Doctorat en médecine ; connaissances suffisantes en microbiologie et en médecine des maladies infectieuses.

Entrée en fonction : à convenir

Les dossiers de candidature doivent être adressés avant le 2 avril 1990 au **Décanat de la Faculté de médecine de l'Université de Genève, Centre médical universitaire, CH-1211 Genève 4** où peuvent être obtenus des renseignements complémentaires sur le cahier des charges et les conditions.

UNIVERSITÉ DE GENÈVE



La Faculté de médecine ouvre une inscription pour un poste de

PROFESSEUR ADJOINT

aux institutions universitaires de gériatrie de Genève

Charge : Il s'agit d'un poste à charge complète, comprenant un enseignement pré- et post-gradué et la responsabilité de la recherche dans le domaine de la biologie du vieillissement.

Exigences : Doctorat en médecine ou titre jugé équivalent. Expérience de la direction de recherches sur les aspects biologiques du vieillissement de l'homme.

Entrée en fonction : 1er octobre 1990 ou date à convenir

Les dossiers de candidature doivent être adressés avant le 2 avril 1990 au **secrétariat de la Faculté de médecine, Centre médical universitaire, 1, rue Michel-Servet, CH-1211 Genève 4**, auprès duquel des renseignements complémentaires peuvent être obtenus sur le cahier des charges et les conditions.